



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/337

S/16655

5 juillet 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Trente-neuvième session
Points 20, 37 et 124 de la
liste préliminaire*

LA SITUATION AU KAMPUCHEA

QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON
VOISINAGE ENTRE ETATS

CONSEIL DE SECURITE

Trente-neuvième année

Lettre datée du 5 juillet 1984, adressée au Secrétaire général par le
Représentant permanent de la République démocratique populaire lao
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué publié par la neuvième Conférence des ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam, tenue à Vientiane le 2 juillet 1984.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du communiqué comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 20, 37 et 124 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Kithong VONGSAY

* A/39/50.

Annexe

Communiqué publié par la neuvième Conférence des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam tenue à Vientiane le 2 juillet 1984

La neuvième Conférence des ministres des affaires étrangères de la République populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam s'est tenue à Vientiane le 2 juillet 1984.

1. La Conférence est heureuse de noter qu'en dépit des nouvelles tensions et des complications résultant de l'escalade de la guerre menée par la Chine en collusion avec l'impérialisme des Etats-Unis et d'autres forces réactionnaires contre les trois pays d'Indochine, la situation a évolué favorablement au cours des six derniers mois en ce qui concerne l'édification nationale et la défense de chacun de ces pays. Avec la sympathie et l'appui de l'Union soviétique, des autres Etats socialistes et des pays amis du monde entier, les peuples du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam ont continué à surmonter leurs difficultés et enregistré de nouveaux progrès dans tous les domaines, dans le cadre d'un processus de consolidation et de croissance constantes. Les résultats remarquables obtenus notamment par la République populaire du Kampuchea au cours de cette période dans les domaines économique, militaire, politique et diplomatique confirment plus que jamais que la situation au Kampuchea est irréversible et que la place de la République populaire du Kampuchea dans l'arène internationale s'affermi chaque jour davantage contrairement à la position de plus en plus faible de la clique génocide de Pol Pot et du prétendu "gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique". Le retrait partiel en juin dernier des forces de volontaires vietnamiens du Kampuchea, faisant suite aux retraits de 1982 et de 1983, est une nouvelle preuve éclatante du développement et de la stabilité de la République populaire du Kampuchea, des liens de solidarité qui unissent les peuples du Viet Nam et du Kampuchea et de la politique systématique de la République socialiste du Viet Nam consistant à respecter l'indépendance et le droit à l'autodétermination du peuple kampuchéen. C'est là une nouvelle manifestation éloquente de la politique de paix et de bonne volonté des trois pays d'Indochine. L'opinion publique mondiale s'est vivement félicitée de cette bonne volonté et prend de plus en plus conscience du fait que la politique expansionniste et hégémoniste des milieux dirigeants chinois est la cause essentielle des tensions et de l'instabilité qui règnent dans l'Asie du Sud-Est.

2. La Conférence dénonce vigoureusement la nouvelle escalade des attaques lancées contre les trois pays d'Indochine par les réactionnaires des milieux dirigeants chinois et thaïlandais. La visite récente du Président Reagan des Etats-Unis en République populaire de Chine est manifestement une nouvelle preuve de la collusion entre les dirigeants chinois et l'impérialisme des Etats-Unis dirigée contre l'Union soviétique, les trois pays d'Indochine et les autres Etats de la communauté socialiste. A l'évidence, et malgré de graves revers, la politique expansionniste et hégémoniste pratiquée par la Chine à l'égard de l'Asie du Sud-Est et du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam en particulier demeure inchangée. La Chine renforce sa collusion avec l'impérialisme des Etats-Unis et les forces réactionnaires des milieux dirigeants thaïlandais. Les activités menées par la clique de Pol Pot avec l'aide de la Chine et de la Thaïlande visant à entraver le processus d'édification de la nation kampuchéenne, les attaques lancées par les autorités chinoises contre les six provinces vietnamiennes frontalières et la concentration de leurs troupes

dans le but d'exercer des pressions à la frontière entre la Chine et le Laos conjuguées à l'occupation de trois villages lao dans la province de Sayabouri par les forces ultraréactionnaires des milieux dirigeants thaïlandais, intervenue juste après la visite en Chine du commandant en chef de l'armée thaïlandaise, Arthit Kamlang Ek, prouvent que les dirigeants de Beijing sont déterminés à appliquer leur politique d'intensification de la guerre de sabotage aux multiples formes qu'ils mènent contre les pays d'Indochine afin d'affaiblir le Laos et le Viet Nam. En refusant d'entamer des négociations comme le leur proposaient les trois pays d'Indochine, et en intensifiant leurs attaques contre ces derniers, les autorités thaïlandaises révèlent plus que jamais le but de leur politique qui est de maintenir les tensions le long des frontières entre les trois pays d'Indochine, la Chine et la Thaïlande, pour faire obstacle à l'ouverture d'un dialogue entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et les pays d'Indochine et compromettre la paix et la stabilité dans la région.

La Conférence appuie sans réserve la juste position de la République socialiste du Viet Nam et les mesures qu'elle a prises pour repousser les attaques chinoises, et elle somme les autorités chinoises de retirer immédiatement leurs troupes des positions qu'elles occupent au Viet Nam et de répondre aux dernières propositions de paix concernant la cessation des hostilités militaires le long de la frontière sino-vietnamienne et la reprise des pourparlers entre les deux pays. Elle exige des autorités chinoises qu'elles cessent immédiatement d'exercer des pressions à la frontière sino-lao, de se livrer, à l'aide de leurs agents, à des actes de sabotage et à des activités subversives contre la République démocratique populaire lao et d'utiliser, en collusion avec la Thaïlande, la clique génocide de Pol Pot pour faire obstacle au relèvement du peuple kampuchéen. La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam réaffirment une fois de plus leur désir et leur résolution de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour rétablir les relations traditionnelles d'amitié qui unissent les trois peuples d'Indochine et le peuple chinois et pour normaliser les relations avec la République populaire de Chine sur la base des principes de la coexistence pacifique, estimant qu'il s'agit là d'un facteur extrêmement important pour garantir la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

La Conférence exprime sa profonde inquiétude devant la tension qui règne actuellement à la frontière lao-thaïlandaise et exige que les réactionnaires d'extrême droite qui figurent parmi les autorités thaïlandaises mettent fin à leurs violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Laos, retirent toutes leurs troupes des trois villages lao qu'ils ont occupés, rendent les citoyens lao qu'ils ont détenus et réparent les pertes et les dommages qu'ils ont causés. Elle appuie sans réserve la position de la République démocratique populaire lao exposée par le Ministère des affaires étrangères lao dans sa déclaration du 13 juin 1983, ainsi que les mesures prises par le Laos pour sauvegarder sa souveraineté et son intégrité territoriale et pour rétablir des relations normales entre la Thaïlande et le Laos, conformément à l'esprit de la déclaration commune lao-thaïlandaise de 1979 et au désir mutuel des peuples lao et thaïlandais de maintenir entre eux des relations de bon voisinage.

En ce qui concerne la situation sur la frontière kampuchéo-thaïlandaise, la Conférence estime qu'il est actuellement indispensable de parvenir rapidement à un accord sur toutes les mesures qui peuvent être prises pour assurer la paix et la sécurité des deux pays le long de leur frontière commune sous la garantie et le contrôle de la communauté internationale.

Dans l'intérêt de la paix et de la stabilité de la région, les trois pays d'Indochine réitérent leur désir d'établir des relations de bon voisinage avec la Thaïlande, de faire des frontières lao-thaïlandaises et kampuchéo-thaïlandaises des frontières de paix et d'amitié et de régler tous les problèmes issus de leurs relations avec la Thaïlande par voie de négociations.

3. La Conférence a passé en revue un certain nombre d'activités diplomatiques menées par les pays d'Indochine depuis la huitième Conférence des ministres des affaires étrangères des trois pays. Elle a hautement loué les résultats de la visite du ministre Hun Sen en Afrique. Ces résultats prouvent que le prestige international de la République populaire du Kampuchea ne cesse de grandir. La Conférence se félicite des activités fructueuses par lesquelles les dirigeants du Ministère des affaires étrangères lao ont consolidé la position internationale du Laos et ont servi la cause de la paix et de la coopération dans la région. Elle considère favorablement les résultats positifs des pourparlers entre le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam et ses homologues indonésien et australien. Elle note qu'en dépit des différences qui subsistent entre eux, l'ANASE et les pays d'Indochine ont en commun le même désir et le même intérêt : réduire la tension, renforcer l'entente mutuelle et trouver des moyens d'instaurer progressivement une paix et une stabilité durables dans l'Asie du Sud-Est sans intervention étrangère, dans l'intérêt de tous les pays de la région et dans celui de la paix mondiale. A cet égard :

a) Les trois pays d'Indochine considèrent que les efforts déployés pour instaurer une paix et une stabilité durables en Asie du Sud-Est représentent un long processus et exigent l'entente et la coopération de toutes les parties intéressées. Pour entamer ce processus, il faut immédiatement ouvrir un dialogue entre l'ANASE et les trois pays d'Indochine en vue d'examiner les problèmes urgents qui concernent les deux camps;

b) Les trois pays d'Indochine pensent qu'il faut prendre comme base de discussion, dans des conditions d'égalité et de respect mutuel, la proposition faite par l'ANASE le 21 septembre 1983 et celle formulée par les trois pays d'Indochine, le 29 janvier 1984, dans le communiqué de la huitième Conférence de leurs ministres des affaires étrangères, ainsi que d'autres propositions émanant des deux camps;

c) De même que l'ANASE a approuvé la poursuite du dialogue entre l'Indonésie et le Viet Nam sur la question de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est, les trois pays d'Indochine approuvent la poursuite du dialogue mené par le Viet Nam avec l'Indonésie et les autres pays de l'ANASE sur des questions présentant un intérêt mutuel pour les deux groupes de pays.

La Conférence estime que le dialogue entre l'ANASE et les pays d'Indochine contribuera dans une large mesure à réduire la tension et à favoriser l'instauration de la paix et de la stabilité dans la région. La Conférence demande à tous les pays du monde qui s'intéressent au sort de la paix en Asie du Sud-Est de favoriser ce dialogue et de contribuer à la cause de la paix, de la stabilité et de la coopération dans la région.

